



PROGRAMME REGIONAL D'APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE SOLIDARITE INTERNATIONALE ET D'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT

► OBJECTIFS

La Solidarité constitue un champ privilégié pour exprimer une volonté d'ouverture et d'échanges à l'échelle locale comme à l'échelle mondiale. C'est aussi une école de formation à la citoyenneté autour des notions d'engagement, de responsabilité, de respect, d'équité et de partage.

Dans le cadre de sa politique d'ouverture à l'international, la Région Grand Est apporte son soutien aux acteurs régionaux porteurs d'initiatives locales et engagés dans des projets de solidarité avec des pays tiers. La Région apporte son appui également aux actions d'éducation au développement sur le territoire régional.

Afin de répondre aux besoins des acteurs locaux, la Région accompagne ces initiatives d'intérêt régional à travers cet appel à projets annuel.

► TERRITOIRES ELIGIBLES

- Ensemble du territoire régional du Grand Est ;
- À l'étranger, pays éligibles à l'aide publique au développement (APD) selon la liste établie par le comité d'aide au développement de l'OCDE.

Le Conseil régional se réserve le droit de ne pas soutenir les projets qui se déploient dans des zones classées rouges au sens de la carte de « conseils aux voyageurs » du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, s'il estime que la sécurité n'est pas garantie et que sa responsabilité morale peut être engagée en cas de problème.

► BENEFICIAIRES

Le soutien de la Région consiste en une aide au projet de solidarité internationale d'une part et d'éducation au développement d'autre part sous forme d'une subvention dans le cadre d'un appel à projets annuel.

Peuvent bénéficier des aides financières allouées par la Région au titre de ce programme :

- Les associations et les organisations non gouvernementales ayant pour objet un ancrage territorial avéré, dont les activités ont un axe dédié à la solidarité internationale et les établissements d'enseignement.

Les bénéficiaires doivent impérativement avoir leur siège social ou être une délégation/antenne en région bénéficiant d'une autonomie de gestion sur le territoire du Grand Est. Ils doivent également

justifier d'au moins 2 ans d'existence avec une expérience dans le domaine de la solidarité internationale et/ou de l'éducation au développement.

► PROJETS ELIGIBLES

NATURE DES PROJETS :

Le projet doit répondre prioritairement à l'une des thématiques suivantes et aux besoins élémentaires des populations locales :

- Développement économique local dont le but est la lutte contre la pauvreté aggravée ;
- Education et formation : équipement scolaire pérenne, infrastructures scolaires, bibliothèques, etc... ;
- Hygiène et santé : construction, amélioration et rénovation d'équipements médicaux, santé maternelle et infantile, campagnes sanitaires, vaccination, prévention et éducation à la santé, etc... ;
- Egalité entre les sexes, promotion des femmes et protection des enfants ;
- Agriculture et sécurité alimentaire : agriculture de proximité, agriculture raisonnée, circuits courts de distribution et de commercialisation, formation agricole, etc... ;
- Eau : accès à l'eau potable, adduction et distribution, assainissement, irrigation, etc... ;
- Développement durable, protection de l'environnement et les énergies particulièrement renouvelables.

Le Conseil régional soutiendra uniquement les projets de solidarité internationale incluant un volet de sensibilisation et d'éducation au développement sur le territoire régional au profit des jeunes et/ou du grand public (expositions, conférences, intervention en milieu scolaire, publication, ...).

Des opérations de cette nature pourront également être soutenues en tant que telles, sans constituer le volet d'un projet de solidarité internationale, sans toutefois se limiter à une communication sur les activités de la structure soutenue (même si un lien peut exister avec des projets de coopération au développement) ou une collecte de fonds. Elles viseront à éduquer et sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux de la solidarité internationale et mobiliseront à cette fin des moyens de communication et de promotion efficaces.

Par ailleurs, le Conseil régional encourage les porteurs de projets à mutualiser leurs initiatives, aussi bien en solidarité internationale qu'en éducation au développement, que ce soit par la constitution de partenariats au niveau national, européen ou par la mise en réseau de plusieurs structures du Grand Est tout en désignant un chef de file identifié comme porteur du projet y compris sur le plan juridique et financier.

METHODE DE SELECTION

Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe assure l'instruction technique des dossiers conformément au présent règlement. Elle peut éventuellement solliciter l'avis d'organismes ressources régionaux.

Les autres services de la Région concernés sont également associés pour avis en tant que de besoin.

La Commission thématique en charge des Relations Internationales et Transfrontalières émet un avis sur les projets.

La décision finale d'attribution de l'aide relève de la Commission permanente du Conseil régional.

► DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses d'investissement lié au projet :

- Matériel, construction, main d'oeuvre, frais de chantier, etc... ;
- Achat, location, production, acheminement de matériel, de matériaux ou de consommables ;
- Prestations de service (formation, conseil, expertise etc...) ;
- Frais de mission et de séjour, frais médicaux, passeport et visa ;
- Frais de communication et de restitution ;
- Frais administratifs, de structure et de gestion et charges salariales plafonnés à 10 % maximum du total de la dépense subventionnable.

Les dépenses éligibles pourront remonter au 1er janvier de l'année de l'exécution du projet.

La Région se réserve la possibilité d'extraire des dépenses éligibles tous frais qu'elle jugerait sans lien avec l'objet principal de l'action.

Les projets subventionnés devront faire l'objet d'un rapport d'exécution et d'un bilan financier. La Région ne pourra pas instruire une nouvelle demande de financement pour la continuité du même projet ou pour une nouvelle opération tant que ces documents n'auront pas été remis.
Par ailleurs, la Région instruira un seul projet par structure et par appel à projets.

► PROJETS INELIGIBLES

- Les demandes concernant les projets ponctuels et individuels ;
- Les études de faisabilité et d'identification qui peuvent cependant être incluses dans un projet ;
- Les opérations menées dans le cadre d'un cursus relevant d'une obligation scolaire ou de validation d'un diplôme ;
- Les chantiers de jeunes
- Les dons ou acheminement de matériel (fournitures scolaires, médicaments, etc...) ;
- Les séjours de découverte et plus généralement les projets dont l'objet unique est la rencontre interculturelle ;
- Les aides à la création ou fonctionnement d'organismes en région ;
- Les parrainages ;
- Les rallyes dits humanitaires ;
- Les projets ayant un caractère politique ou religieux.

En outre, les subventions sont attribuées dans la limite des crédits budgétaires annuellement votés.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

- **Nature :** subvention
- **Section :** investissement fonctionnement
- **Taux maxi :** 25 %
- **Plafond :** 8 000 € pour les projets de solidarité internationale
5 000 € pour les projets d'éducation au développement

Ce taux pourra être porté à 30 % avec un plafond de 10 000 € pour les projets de solidarité internationale et 7 000 € pour les actions d'éducation au développement dans le cas d'un projet mutualisé par plusieurs structures régionales ou lors d'une intervention dans l'une des régions partenaires de la Région au titre de sa politique de coopération internationale.

Un apport par le porteur du projet de 20% minimum en autofinancement est obligatoire.

► LA DEMANDE D'AIDE

MODE DE RECEPTION DES DOSSIERS

Appel à projet

Le dossier type de candidature doit être transmis complet à la Région, avec les documents à joindre comme indiqué dans le dossier.

Le dossier type est téléchargeable sur le site internet de la Région «www.grandest.fr» à la rubrique «Actions».

Les dossiers doivent être envoyés à la Région avant **la date limite du 30 avril**, cachet de la Poste faisant foi, à l'attention de :

Monsieur le Président du Conseil régional Grand Est
Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe

Hôtel de Région
5 rue de Jéricho – CS70441
51037 CHALONS-EN-CHAMPAGNE Cedex

Les dossiers doivent également être envoyés par courriel avant la date limite à l'adresse suivante : **international@grandest.fr**

Le dossier ne doit pas être présenté à d'autres services de la Région dans le cadre d'autres programmes. Tout dossier arrivé hors délai, précisé sur le dossier type de candidature, cachet de la Poste faisant foi, sera refusé.

TOUTE DEMANDE DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE LETTRE D'INTENTION

Cette lettre adressée au Président de la Région doit démontrer que l'aide allouée a un effet incitatif. Si cet effet n'est pas démontré, l'aide ne pourra être accordée.

► ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les modalités détaillées de l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans le dossier de demande d'aide à compléter obligatoirement selon la forme requise. A défaut, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région dans tout support de communication.

► MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement des subventions seront entièrement détaillées dans le cadre d'une convention, d'un arrêté ou d'une notification de la Région.

80% de la subvention obtenue sera versée dès notification de la décision et le solde après remise d'un compte-rendu d'exécution technique et financier (cf. point suivi - contrôle).

► MODALITÉS DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE

Emission d'un titre de recettes pour toute opération non conforme et trop perçu au titre de l'acompte de subvention.

► SUIVI – CONTRÔLE

L'utilisation de l'aide octroyée fera l'objet d'un contrôle systématique portant en particulier sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

Le projet soutenu par la Région sera évalué sur la foi d'un compte-rendu d'exécution envoyé par le bénéficiaire en même temps que le tableau récapitulatif de dépenses certifiées. Ce compte-rendu portera sur la correspondance des réalisations avec les objectifs généraux et le programme d'actions présentés par le bénéficiaire dans sa demande de soutien et sur des indicateurs de résultat chiffrés, et fera mention des cofinancements effectivement obtenus.

► DISPOSITIONS GENERALES

- L'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet.
- Le versement d'une aide régionale (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, le Conseil Régional conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet.
- L'aide régionale (ou son renouvellement) ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent.
- L'attribution d'une aide se fait dans la limite des crédits votés au cours de l'exercice d'attribution de l'aide.

Remarque : Ce dispositif ne concerne pas l'aide humanitaire d'urgence (actions à caractère temporaire, à destination de tous pays ou régions frappés par une catastrophe naturelle ou un conflit, au profit des populations civiles étrangères en détresse) pour laquelle la Région Grand Est peut être amenée à soutenir directement et, en fonction des demandes, les ONG compétentes.